

"Le G8 et l'Afrique, chacun de son côté, viennent de procéder à l'évaluation de l'état de mise en oeuvre du Partenariat qu'ils ont engagé concrètement à Kananaskis.

Le moment est venu d'échanger les évaluations respectives pour tirer les leçons de l'expérience des années écoulées et mieux tenir compte de l'évolution des réalités africaines et internationales. Cet examen commun devrait ouvrir la voie à des relations encore plus fructueuses et mutuellement bénéfiques entre l'Afrique et le G8 dans le cadre d'un Partenariat authentique.

Dans l'évaluation présentée au nom de l'Afrique devant nos partenaires du G8, les forces et les faiblesses du Partenariat ont été clairement identifiées.

Une vision d'avenir est tracée, accompagnée d'importantes propositions pour l'action commune.

La démarche du NEPAD, faut-il le rappeler, accorde la priorité absolue à la paix et à la sécurité, conditions sine qua non du développement. Elle prône également une conception multidimensionnelle du processus de développement.

Elle vise l'intégration régionale et continentale et la promotion de partenariats diversifiés aux niveaux national, régional et international, pour mobiliser toutes les énergies et fédérer les initiatives.

Les retombées de cette crise sur l'Afrique et sur l'Algérie se mesurent par la perte de deux ou trois points de croissance du Produit Intérieur Brut. Si elles n'ont pas entraîné une récession en Afrique, elles ont ralenti le rythme d'une croissance retrouvée au prix de sacrifices indéniables, et en particulier elles ont ralenti la création d'emplois.

La crise a précipité l'émergence d'une nouvelle gouvernance économique mondiale. Il s'agit d'un parcours difficile et parsemé d'embûches, où les rivalités de puissance et les intérêts étroits dominent. La place de l'Afrique doit y être reconnue. Sa voix doit y être entendue.

La crise mondiale a amené les tenants les plus acharnés du libéralisme et de l'économie de marché à des révisions déchirantes. Il n'est, pour s'en convaincre, qu'à observer les eldorados qui, il y a à peine quelques mois, faisaient encore rêver les jeunes non seulement des pays en voie de développement, mais aussi d'autres pays développés et qui se sont soudainement écroulés.

Dans le domaine de la gestion budgétaire, les pouvoirs publics algériens ont été amenés dès le début des années 2000, à opter pour une gestion prudente des

ressources financières nationales. C'est dans cette démarche que s'inscrit la création du Fonds de régulation des recettes (FRR).

Le remboursement anticipé de la dette extérieure grâce au Fonds de Régulation des Recettes (FRR) a permis de ramener le ratio du service de la dette à 2 %, contre un taux de plus de 21 % en 2000. Cette option a été confortée par la décision des pouvoirs publics de s'abstenir de tout recours à l'endettement extérieur pour financer les projets de développement.

Cette logique de prudence et de gestion rationnelle a conduit l'Algérie à rejeter l'option de création d'un Fonds souverain, pourtant longtemps recommandée, et avec insistance, par nombre d'experts jusqu'à l'apparition de la crise financière mondiale en cours.

Les nouvelles mesures qui ont été prises pour prendre en charge les intérêts à moyen et long terme du pays portent, d'une part, sur le régime applicable aux investissements étrangers. Les aménagements apportés ne modifient en rien l'attractivité, la stabilité et la sécurité que l'Algérie offre aux investisseurs qui n'ont, dans l'ensemble, rencontré aucune difficulté à s'adapter au nouveau dispositif.

Ces mesures visent, d'autre part, à l'ouverture de discussions avec les partenaires de l'Algérie à l'effet de différer un calendrier de démantèlement tarifaire manifestement dépassé par les évolutions externes qui ne cessent de se produire.

Fondamentalement, la préoccupation centrale de l'Algérie, qui inspire les inflexions apportées à sa démarche, sont la promotion d'une économie qui doit désormais s'appuyer avant tout sur le dynamisme des entreprises algériennes, qu'elles soient du secteur public ou privé. Dans ce cadre, la priorité est de donner un souffle puissant à la création et au développement de la petite et moyenne entreprise.

L'Algérie est l'un des pionniers parmi les pays africains à réaliser cette symbiose entre les principes et objectifs développés dans le cadre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) et les politiques nationales publiques. Ceci a conduit le Panel d'Eminentes Personnalités du Mécanisme africain à inscrire cette expérience parmi les bonnes pratiques susceptibles d'être diffusées dans d'autres pays africains, dans l'esprit de saine émulation et d'échanges d'expériences qui est au coeur du MAEP.

Dans la promotion du Partenariat africain, l'Algérie accorde une attention particulière à la formation. Plus de 40.000 étudiants africains ont été formés en Algérie.

Plus de 1000 bourses d'études sont annuellement octroyées par le Gouvernement algérien au profit d'étudiants africains.

La priorité qu'elle attribue aux projets régionaux structurants tels que la route transsaharienne, le câble de fibre optique ou le gazoduc qui relieront Alger à Lagos en passant par le Niger et le Mali sont l'expression concrète de la volonté de l'Algérie et de ses partenaires de faire de l'intégration régionale une réalité.

Cette option de l'Algérie est d'autant plus importante que le pays se situe au carrefour entre l'Afrique, l'Europe et l'espace méditerranéen.

Cette position privilégiée a fait de l'Algérie une pionnière de ce Partenariat. Forte de son engagement sans réserve au processus d'intégration sous-régionale et continentale, l'Algérie est prête à apporter sa contribution à l'approfondissement des relations avec le G8. De plus, elle dispose de l'expérience d'une décennie de reconstruction nationale qu'elle est prête à partager avec les autres pays africains.

De fait, beaucoup de pays africains ont, à l'instar de ce que l'Algérie a connu, eu à gérer les retombées d'événements sur lesquels ils n'ont, dans beaucoup de situations, aucun contrôle.

Les échanges d'expériences entre Africains se développent et il est certain que l'Afrique est de mieux en mieux en mesure d'analyser ses problèmes et d'exprimer ses attentes légitimes pour l'avenir de ses relations avec ses différents partenaires.

Les défis du développement relèvent du long terme. Ils font l'objet, depuis près d'une décennie, d'échanges intenses entre les dirigeants africains et leurs homologues des puissances économiques et industrielles qui constituent le G8.

La crise économique et financière qui a éclaté en 2008 a secoué le monde. Elle a ébranlé les fondations des citadelles de la finance. Elle a mis à nu les partis-pris de la pensée économique dominante. Elle a dévoilé la réalité d'une corruption dont les dimensions, qui dépassent l'entendement, soulignent qu'il s'agit bien d'un mal systémique.

Cette crise n'est pas encore résolue. Elle permet toutefois, déjà, de tirer des leçons.

Elle a démontré, sans l'ombre d'un doute, que la mondialisation que nous souhaitons tous plus humaine ne peut plus se réduire à une constellation où des entités périphériques doivent se soumettre aux lois dictées par un centre dominant, celui-là même qui s'est longtemps oublié et complu dans l'autosatisfaction.

En fait, l'évolution récente des relations internationales, illustre à profusion le passage progressif, mais de plus en plus visible, car ancré dans le réel, à une mondialisation qui intègre les apports des pays émergents. Il est certain que, tôt ou tard, par choix pondéré de la Communauté internationale ou par la force des événements, l'Afrique trouvera sa juste place dans ce monde en devenir.

L'Algérie est également soucieuse d'assurer sa sécurité alimentaire. C'est pourquoi l'agriculture continuera à bénéficier d'un soutien conséquent pour que les programmes successifs de développement agricole mis en oeuvre depuis une décennie puissent porter pleinement leurs fruits.

Les réformes menées depuis l'an 2000 ont permis d'assainir le cadre de l'activité politique, économique ainsi que celui du dialogue social dans le pays. Elles ont aussi permis de dégager les ressources qui ont été investies dans les programmes de reconstruction successifs sur fonds publics : 30 milliards de dollars de 2001 à 2004, 150 milliards de dollars de 2004 à 2009, et aujourd'hui, le lancement d'un nouveau programme d'investissements 2010-2014 doté de 286 milliards de dollars.

Au-delà de la poursuite de la modernisation des infrastructures physiques indispensables à l'essor de l'activité économique, ce Plan 2010-2014 consacrera 40% de ses ressources au développement humain. Ce qui est visé par là est de créer les conditions adéquates pour que la jeunesse algérienne puisse s'épanouir dans son propre pays. Ce qui est recherché également, c'est la formation, à tous les niveaux, des femmes et des hommes hautement qualifiés dont l'Algérie a besoin pour conquérir l'indépendance managériale et technologique qui lui fait encore cruellement défaut.

En cette étape de consolidation de son dynamisme économique et social, l'Algérie attend beaucoup de ses partenaires. Elle est ouverte à une coopération sincère et loyale, fondée sur un partenariat gagnant-gagnant. Elle souhaite aussi que les contraintes de la conjoncture imposées par la crise mondiale soient gérées dans la compréhension mutuelle et l'harmonie, avec la contribution de tous les partenaires concernés".